

Le cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal de la Convention sur la diversité biologique

Sébastien Treyer – Directeur général
& Juliette Landry, Chercheuse – Gouvernance internationale de la biodiversité
Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)

Académie de l'Agriculture, 4 octobre 2023

1. Historique : la
Convention sur la diversité
biologique (CDB)



**Convention on
Biological Diversity**

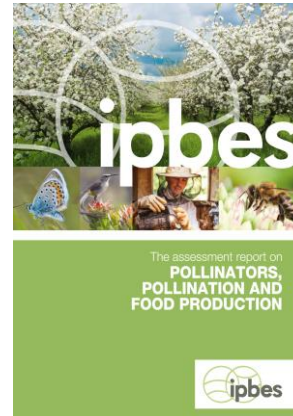
Quels enjeux pour la biodiversité et les services écosystémiques ?

Quelques messages clés :

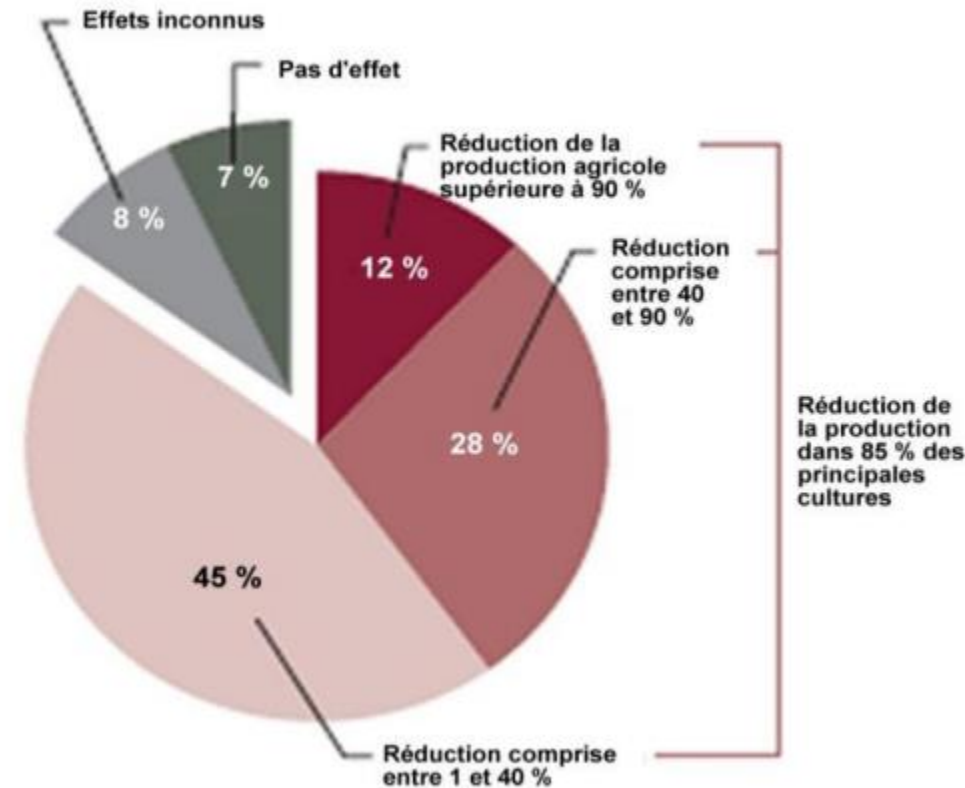
1) Du rapport thématique sur les pollinisateurs (2016)

« L'abondance, la diversité et la santé des pollinisateurs ainsi que la pollinisation elle-même sont menacées par des facteurs directs qui génèrent des risques pour les sociétés et les écosystèmes. Parmi ces menaces figurent les **changements d'usage des terres**, **l'agriculture intensive** et **l'utilisation de pesticides**, la pollution de l'environnement (...) »

« Certains éléments des pratiques agricoles intensives actuelles menacent les pollinisateurs et la pollinisation. Le passage à une agriculture plus durable et une inversion de la tendance à la simplification des paysages agricoles apportent des réponses stratégiques clés aux risques liés au déclin des pollinisateurs. On peut citer **trois approches complémentaires** (...) : l'intensification écologique, le renforcement des systèmes agricoles diversifiés, l'investissement dans des infrastructures écologiques (...) »



Pourcentage de la perte de production due au déclin des pollinisateurs dans les principales cultures mondiales



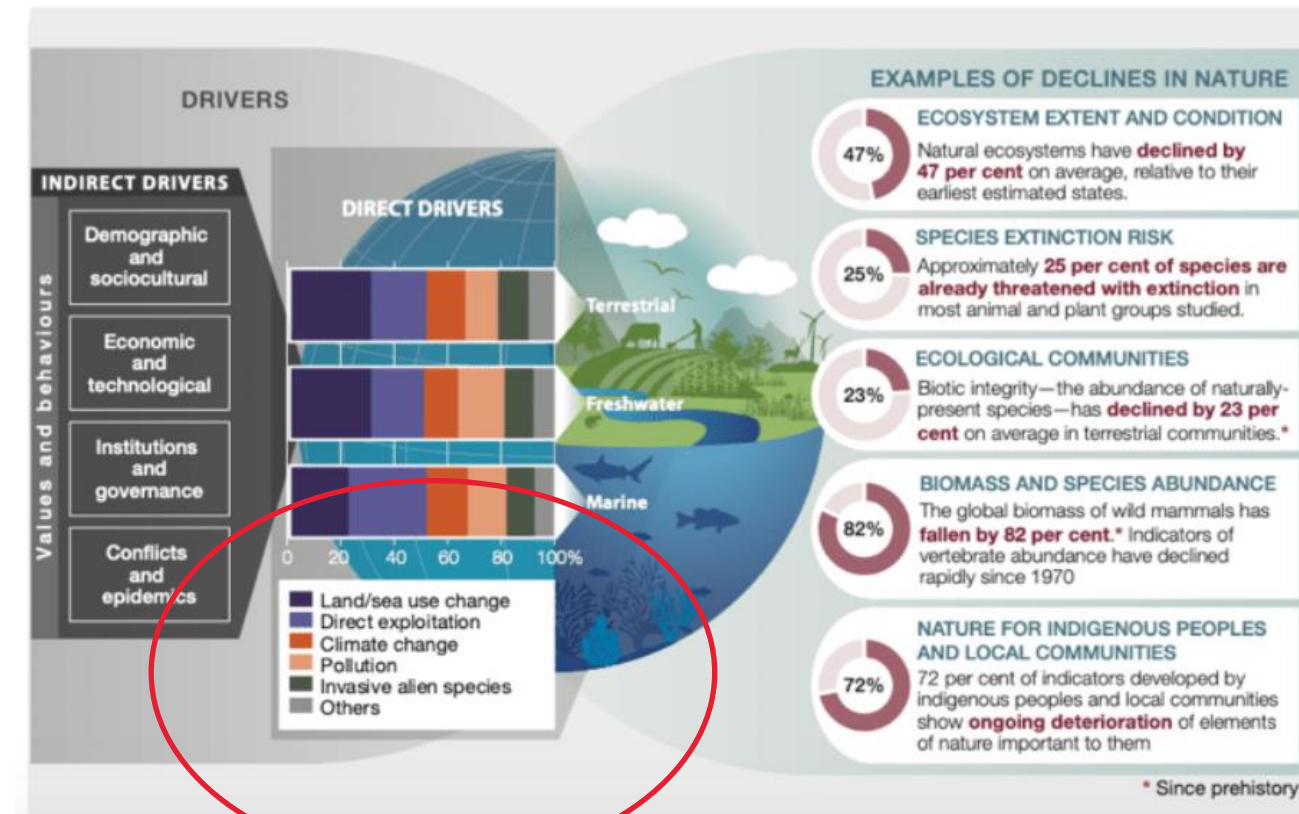
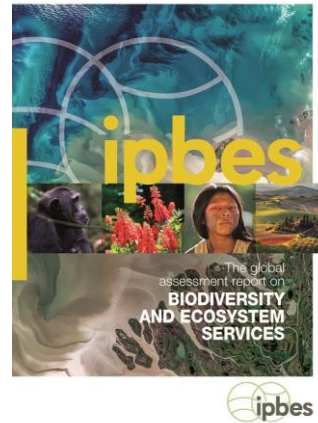
Quels enjeux pour la biodiversité et les services écosystémiques ?

Quelques messages clés :

2) De l'évaluation mondiale (2019)

Une hiérarchie des causes directes de perte de biodiversité :

- 1) Changement d'usage des terres
- 2) Surexploitation
- 3) Changement climatique
- 4) Pollutions
- 5) Espèces invasives



La Convention sur la diversité biologique : la convention « parapluie » sur la biodiversité

L'accord de Kunming-Montréal : le 3^{ème} cadre stratégique décennal », qui succède aux objectifs d'Aichi (2011-2020)

Quelques éléments clés dans la compréhension de la CDB et de ses rapports de force :

- Trois objectifs (art. 1) mais jusque-là un **accent mis sur la conservation** dans la mise en œuvre
- Une **différence de responsabilités** entre pays développés et pays en développement (art. 20 et 21)
- **Peu d'obligations contraignantes**, un suivi basé sur la planification (art. 6) et le reporting (art. 16)
- Un **principe rappelant le droit de souveraineté** sur les ressources nationales conformément à ses propres politiques environnementales (art. 3)



Pourquoi cela n'a pas fonctionné dans le passé ?

- La biodiversité n'est jusqu'ici pas suffisamment intégrée dans les différents **secteurs** et **politiques sectorielles**
- Faiblesse de la mise en œuvre et des responsables de la mise en œuvre notamment face aux acteurs. rices responsables des impacts (**dilemme de responsabilité**)
- Les **véritables drivers** (causes) de perte de biodiversité pas directement affrontés
- **Priorités conflictuelles** et manque de volonté politique pour / coût politique à protéger la biodiversité

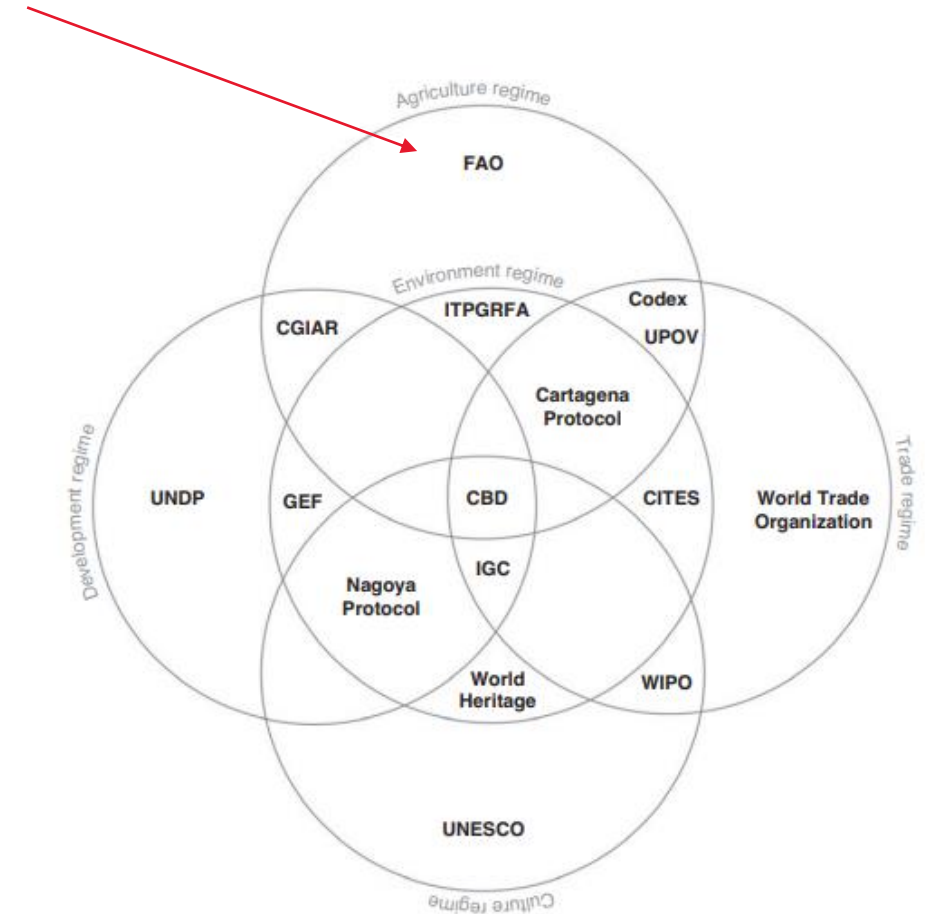
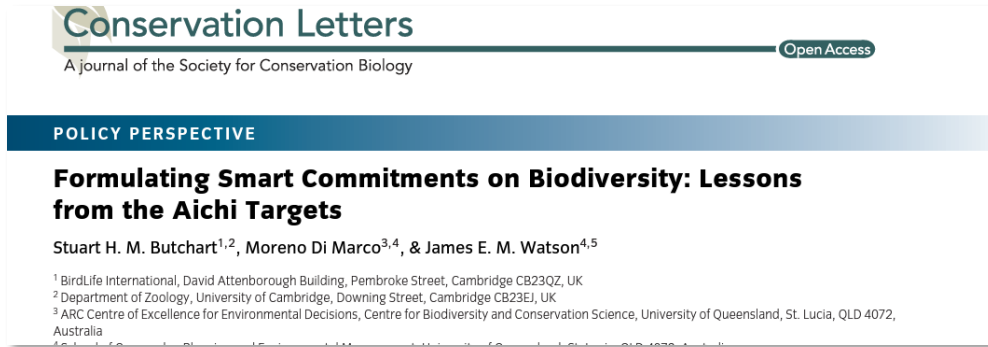


Figure 3.1 The regime complex on biodiversity (with a selection of international institutions provided as illustrations of the constituent elements)

2. La COP15 : enjeux, positions et rapports de force

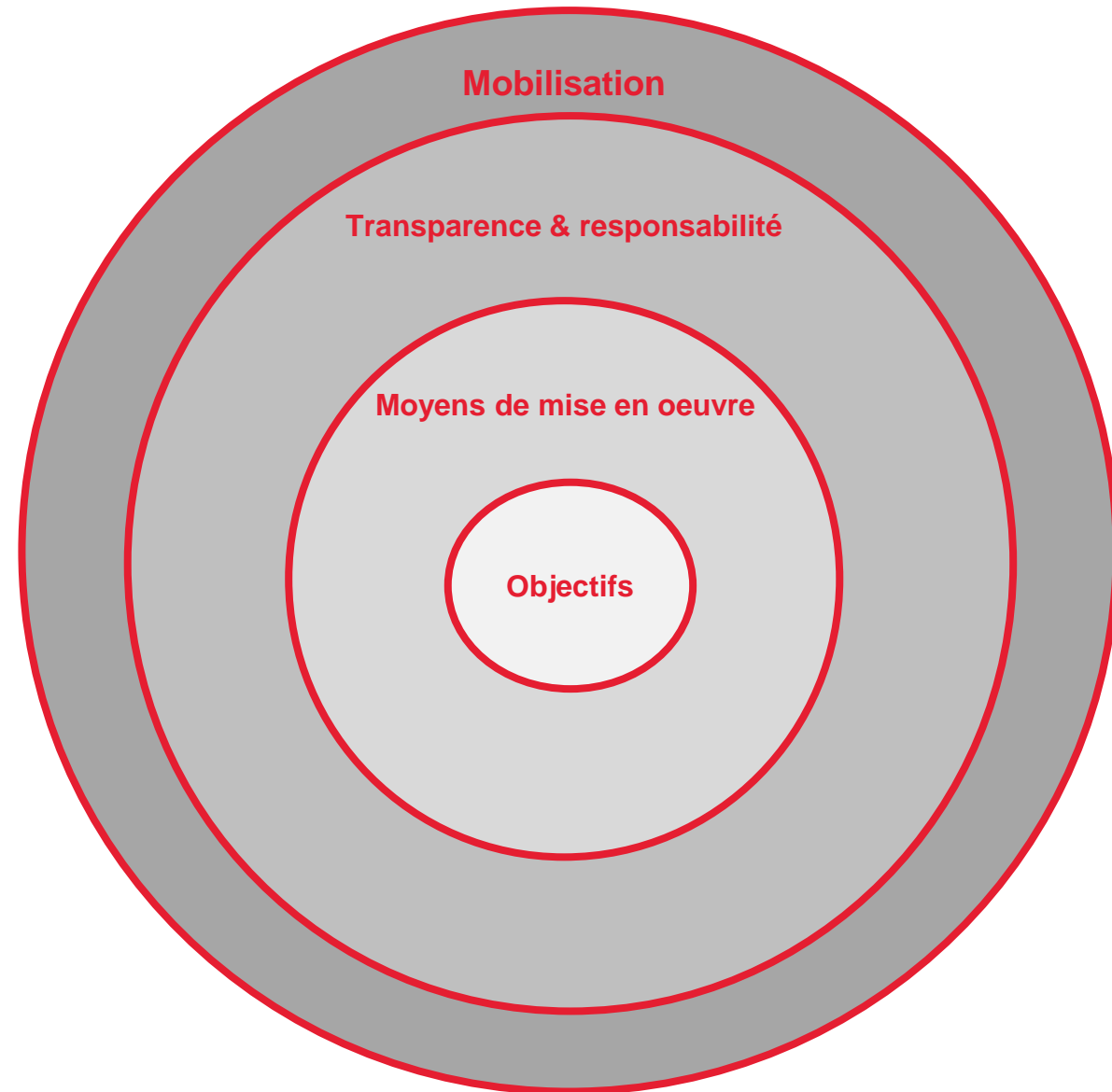


L'enjeu : proposer une recette qui renforce les effets d'un nouveau cadre international



Les pistes considérées :

- Des objectifs et cibles « SMART »
- Plus de « responsabilité » (ou redevabilité)
- Plus de ressources financières et non-financières
- Mobiliser la société civile (secteur privé, ONGs, gouvernements infranationaux, science, populations autochtones et communautés locales...)



Décembre 2022 à la COP 15 : les principaux points d'achoppement et risques d'échec

- D'un manque de visibilité, de volonté et de leadership politique
- Une tension accrue entre l'ambition concernant l'action et la mise en oeuvre d'un côté, et la mobilisation des ressources des l'autres : divisions entre le Nord et le Sud sur les montants dédiés à soutenir les pays en développement et sur la creation d'un Fonds
- Des négociations longues et compliquées jusqu'au dernier jour sur certains enjeux clés (pollutions, agriculture, financement, climat), les valeurs numériques (ou leur absence) des objectifs ou encore certains concepts clés (NBS vs. EBA par exemple)

The Cop15 Secret Negotiator Deforestation

This article is more than 6 months old

Lula's victory in Brazil is a relief but it won't solve the problem of globalised greed
The Secret Negotiator

The age of extinction is supported by



It's great the new president is on the side of nature but no leader can succeed unless the Cop15 deal in Montreal is right on the money



Walkouts and tensions as row over finance threatens to derail Cop15 talks

Delegates from developing nations leave discussions as divisions grow over who should pay to protect biodiversity



3. La logique du cadre du Kunming-Montréal



CONFERENCE OF THE PARTIES TO THE
CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY
Fifteenth meeting – Part II
Montreal, Canada, 7-19 December 2022
Agenda item 9A

**DECISION ADOPTED BY THE CONFERENCE OF THE PARTIES TO THE CONVENTION ON
BIOLOGICAL DIVERSITY**

15/4. Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework

The Conference of the Parties,

Recalling its decision [14/34](#), in which it adopted the preparatory process for the development of the post-2020 global biodiversity framework and decided to establish an open-ended intersessional working group to support its preparation,

Noting the outcomes of the first, second, third, fourth and fifth meeting of the Open-ended Working Group on the Post-2020 Global Biodiversity Framework, of the regional and thematic consultations and workshops conducted based on decision 14/34 and of the intersessional work conducted on digital sequence information on genetic resources,¹

Noting also the outcomes of the eleventh meeting of the Ad Hoc Open-ended Working Group on Article 8(j) and Related Provisions, of the twenty-third and twenty-fourth meetings of the Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice and of the third meeting of the Subsidiary Body on Implementation,²

Expressing its gratitude to the following Governments and organizations for hosting these consultations, as well as for their financial contributions: Australia, Austria, Belgium, Brazil, Canada, Czechia, Kenya, European Union, Finland, France, Germany, Ireland, Italy, Japan, Malta, Monaco, Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Republic of Korea, Serbia, Slovakia, South Africa, Sweden, Switzerland, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and Uruguay, as well as the African Union, the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the United Nations Environment Programme, the United Nations Development Programme and Tourism Montreal

Expressing its gratitude to the Co-Chairs of the Open-ended Working Group on the Post-2020 Global Biodiversity Framework, Mr. Basile van Havre (Canada) and Mr. Francis Ogwal (Uganda), for supporting the development of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework,

Welcoming the submissions by Parties, other Governments, indigenous peoples and local communities, United Nations organizations and programmes, other multilateral environmental agreements,

¹ <https://www.cbd.int/conferences/post2020>

² [CBD/WG8/11/7](#), [CBD/SBSTTA/23/9](#), [CBD/SBSTTA/24/12](#) and [CBD/SBI/3/21](#), respectively.

Six « grandes » décisions :

- Les objectifs et cibles de l'accord de Kunming-Montréal
- Un cadre d'indicateurs
- Des mécanismes de suivi, planification, rapportage et revue
- Une stratégie de mobilisation des ressources
- Le renforcement et développement des capacités
- Une décision sur l'Information de Séquençage Numérique (ISN) des ressources génétiques

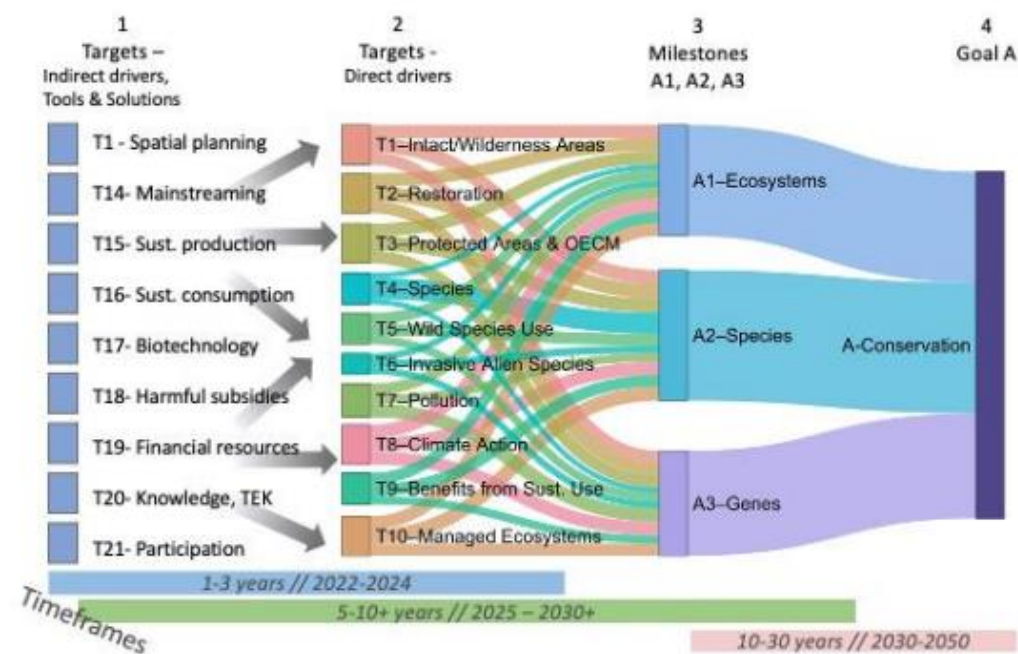


...mais aussi **plus de 20 autres décisions de COP** lançant divers processus i.e. biodiversité et agriculture avec l'adoption d'un plan d'action 2020-2030 pour l'initiative de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité des sols

Objectif d'Aichi (2011-2020)	Objectif de Kunming-Montréal (2023-2030)
Objectif 11: 17% de protection terrestre, 10% de protection marine et côtière	Cible 3: 30% de protection terrestre, 30% de protection marine
Objectif 15: 15% de restauration des écosystèmes dégradés	Cible 2: 30% de restauration des écosystèmes dégradés
Objectif 8: la pollution « notamment celles causée par l'excès d'éléments nutritifs » ramenée à « un niveau » qui n'a pas d'effet néfaste	Cible 7: Réduction de <u>moitié</u> des risques liés aux pesticides, réduction de <u>moitié</u> des excès de nutriments dans, <u>élimination</u> de la pollution plastique.
Objectif 7: zones consacrées à l'agriculture, l'aquaculture et la sylviculture sont « gérées de manière durable »	Cible 10: agriculture, aquaculture, <u>pêche</u> , sylviculture sont gérées durablement en particulier en utilisant des pratiques « biodiversity-friendly » (<u>agroécologie</u> , intensification durable...)
Objectif 3: subventions et incitations néfastes sont éliminées, réduites ou réformes	Cible 18: les <u>identifier</u> d'ici 2025, les réduire pour atteindre <u>500</u> milliards de réduction par an en 2030
Objectif 20: la mobilisation des ressources de toutes les sources aura augmenté « considérablement »	Cible 19: augmenter pour atteindre <u>200</u> milliards de par an, dont 20 milliards pour les pays en développement en 2025 et 30 milliards en 2030

Entre efforts accessoires et changement transformateur : l'indivisibilité nécessaire des objectifs selon un groupe de scientifiques

	Scenario Type		
	Continued Trends	Conservation & Restoration	Transformative Change
Summary of assumptions for scenario types			
Protected areas	<ul style="list-style-type: none"> 30% area - very good progress Efficacy and representativity - little, or at best modest progress 	<ul style="list-style-type: none"> 30% area - very good progress Efficacy and representativity - very good progress 	<ul style="list-style-type: none"> 30% area - very good progress Efficacy and representativity - very good progress
Restoration, spatial planning & species management	<ul style="list-style-type: none"> Modest progress on restoration on land Little progress on other aspects 	<ul style="list-style-type: none"> Very good progress on all targets 	<ul style="list-style-type: none"> Very good progress all targets
Sustainable use, pollution, IAS and Targets 9-21	<ul style="list-style-type: none"> Little, or at best modest progress on most targets 	<ul style="list-style-type: none"> Little, or at best modest progress on most targets 	<ul style="list-style-type: none"> Very good progress all targets
Details of assumptions and of projected outcomes for biodiversity milestones			
(1) Assumptions concerning ambition and achievement of supporting	<ul style="list-style-type: none"> Low ambition or little progress to 2030 for supporting processes and means of implementation. This assumes that these continue to follow observed trends 	<ul style="list-style-type: none"> High ambition and good progress on resources, capacity and implementation for spatial planning, restoration, protected areas, and species management 	<ul style="list-style-type: none"> High ambition and very good progress on all elements of supporting processes and means of implementation of the GBF. For example, very good



Issus de « Transformative actions on all drivers of biodiversity loss are urgently required to achieve the global goals by 2050” (14 janvier 2022)

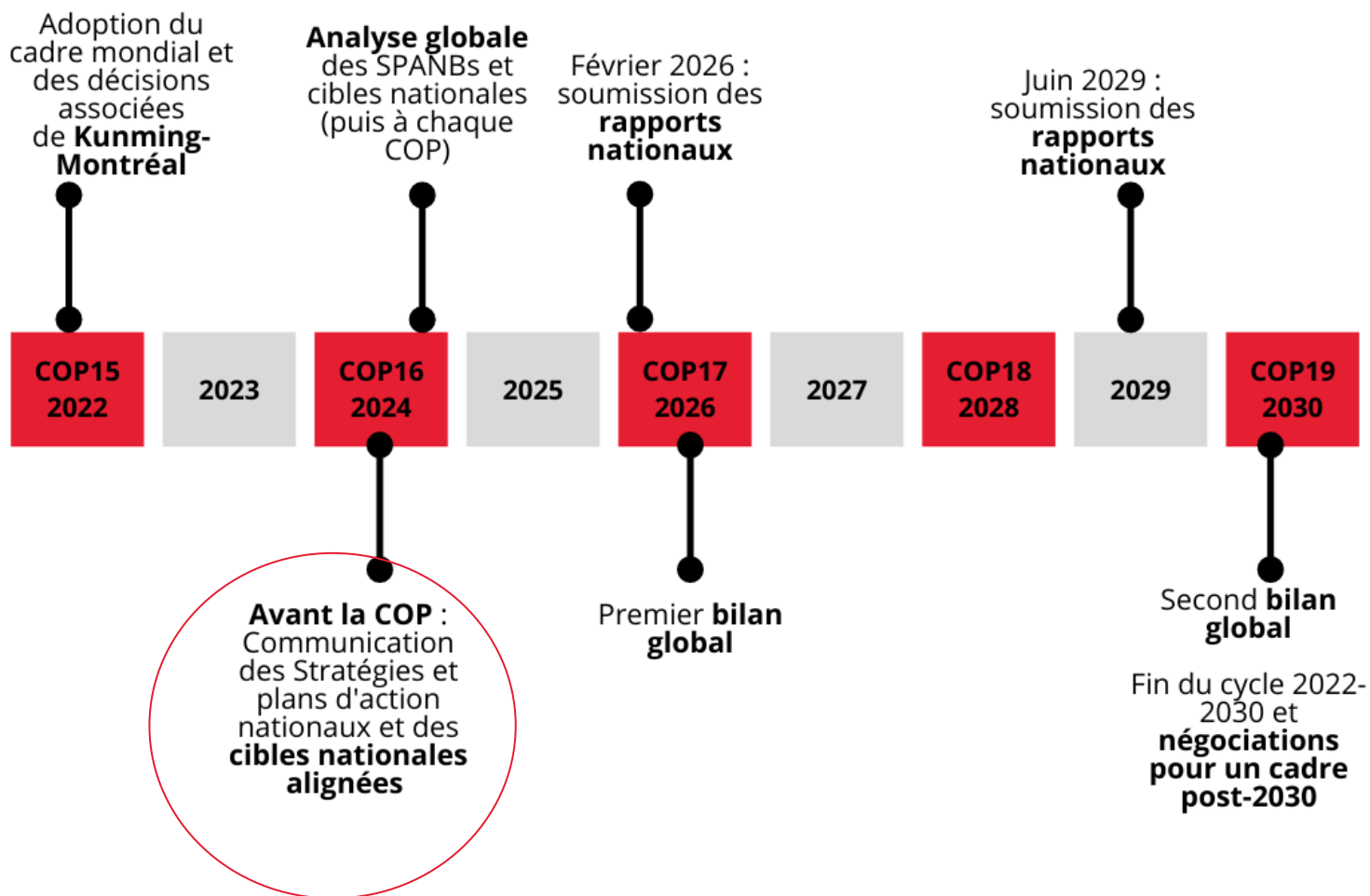
Indicateurs phares : pour la cible 7 sur les pollutions « indice sur le potentiel d'eutrophisation côtière » et « concentrations environnementales de pesticides ». Le second n'a pas encore de méthode acceptée et devra être élaboré par un groupe d'experts (en cours, SBSTTA-25).

Indicateurs au niveau mondial collectés à partir de réponses binaires oui/non : pour la cible 15 par exemple « nombre de pays ayant pris des mesures juridiques, administratives ou politiques pour assurer la réalisation de la cible 15 »

Indicateurs de composantes (optionnels et associés aux indicateurs phares) : pour la cible 7 sur les pollutions : « utilisation d'engrais » ou « densité des débris plastiques flottants »

Indicateurs complémentaires (optionnels, analyse thématique ou approfondie) : pour la cible 7 sur les pollutions « tendances des dépôts d'azote », « usage de pesticides par zone cultivée », pour la cible 10 sur les pratiques durables « indice de l'agrobiodiversité » etc.

Indicateurs nationaux : chaque pays peut choisir de rapporter sur des indicateurs nationaux et infranationaux pour compléter



Nécessité d'inscrire l'ambition du cadre de Kunming-Montreal dans les priorités stratégiques nationales

- Soumission des Stratégies et plans d'actions nationaux pour la biodiversité (SPANB) d'ici fin 2024, avec des cibles nationales alignées avec les cibles mondiales
- Les pays sont encouragés à développer leurs plans de financement de la biodiversité : évaluation des besoins et des solutions (méthode BIOFIN)

La planification nationale et la mise en oeuvre des strategies (les actions entreprises, les résultats, et les écarts) devront nécessairement être communiquées à la CDB pour **une revue mondiale (COP 17)**



Une feuille de route collective fixant l'ambition et les mécanismes clés au niveau mondial pour l'intégration d'objectifs biodiversité :



Au sein d'autres conventions et organisations internationales (FAO, PNUD, OMC, CCNUCC, ODD...)



Au sein des organisations de coopération au développement (banques multilatérales de développement)



Au sein des standards mondiaux des entreprises et des institutions financières



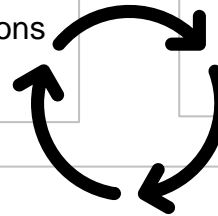
A traduire en actions et outils concrets au niveau national



Chaque pays devra développer sa propre stratégie et son plan d'action national, avec des outils associés (pour informer, par exemple leurs enjeux et besoins, spécifiquement sur les ressources financières avec des plans de financement de la biodiversité)



Les stratégies guident la transition jusqu'à 2030 et permettent d'intégrer la biodiversité au sein des secteurs clés



Approches pansociétales (whole-of-society) et pangouvernementales (whole-of-government): du multilatéralisme au polylatéralisme



Trouver une convergence avec et entre les peuples autochtones et les communautés locales, les gouvernements infranationaux, le secteur privé, les villes...



Assurer la légitimité et la crédibilité des engagements, ainsi que leur alignement avec les trajectoires mondiales et nationales



Lancer des dialogues multisectoriels et multipartites

Target 7. Pollution reduced, halving nutrient loss and pesticide risk

Reduce pollution risks and the negative impact of pollution from all sources, by 2030, to levels that are not harmful to biodiversity and ecosystem functions and services, considering cumulative effects, including: *reducing excess nutrients lost to the environment by at least half including through more efficient nutrient cycling and use; reducing the overall risk from pesticides and highly hazardous chemicals by at least half including through integrated pest management, based on science, taking into account food security and livelihoods; and also preventing, reducing, and working towards eliminating plastic pollution*

Des liens évidents avec d'autres conventions internationales : OMS, Convention Minamata (Mercure), Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm, traité plastique à venir...

Headline indicators:

- [7.1 Index of coastal eutrophication potential](#)
- [7.2 Pesticide environment concentration](#)

Component indicators

- Fertilizer use
- Proportion of domestic and industrial wastewater flow safely treated
- Floating plastic debris density (by micro and macro plastics)
- Red List Index (impact of pollution)

Complementary indicators

- Trends in loss of reactive nitrogen to the environment
- Trends in nitrogen deposition
- Municipal solid waste collected and managed
- Hazardous waste generation
- Trends in the amount of litter in the water column, including microplastics and on the seafloor
- Index of coastal eutrophication
- Plastic debris density
- Red List of Ecosystems
- Underwater noise pollution
- Name, amount/volume/concentration of highly hazardous pesticides by type (per land/marine area)
- Pesticide use per area of cropland

Target 10. Areas under agriculture, aquaculture, fisheries and forestry are managed sustainably

Ensure that areas under agriculture, aquaculture, fisheries and forestry are managed sustainably, in particular through the sustainable use of biodiversity, including through a substantial increase of the application of *biodiversity friendly practices*, such as *sustainable intensification*, *agroecological* and other innovative approaches, contributing to the resilience and *long-term efficiency and productivity* of these production systems, and to food security, conserving and restoring biodiversity and maintaining nature's contributions to people, including ecosystem functions and services.

Headline indicators:

- [10.1 Proportion of agricultural area under productive and sustainable agriculture](#)
- [10.2 Progress towards sustainable forest management](#)

Component indicators:

- Area of forest under sustainable management: total forest management certification by Forest Stewardship Council and Programme for the Endorsement of Forest Certification
- Average income of small-scale food producers, by sex and indigenous status

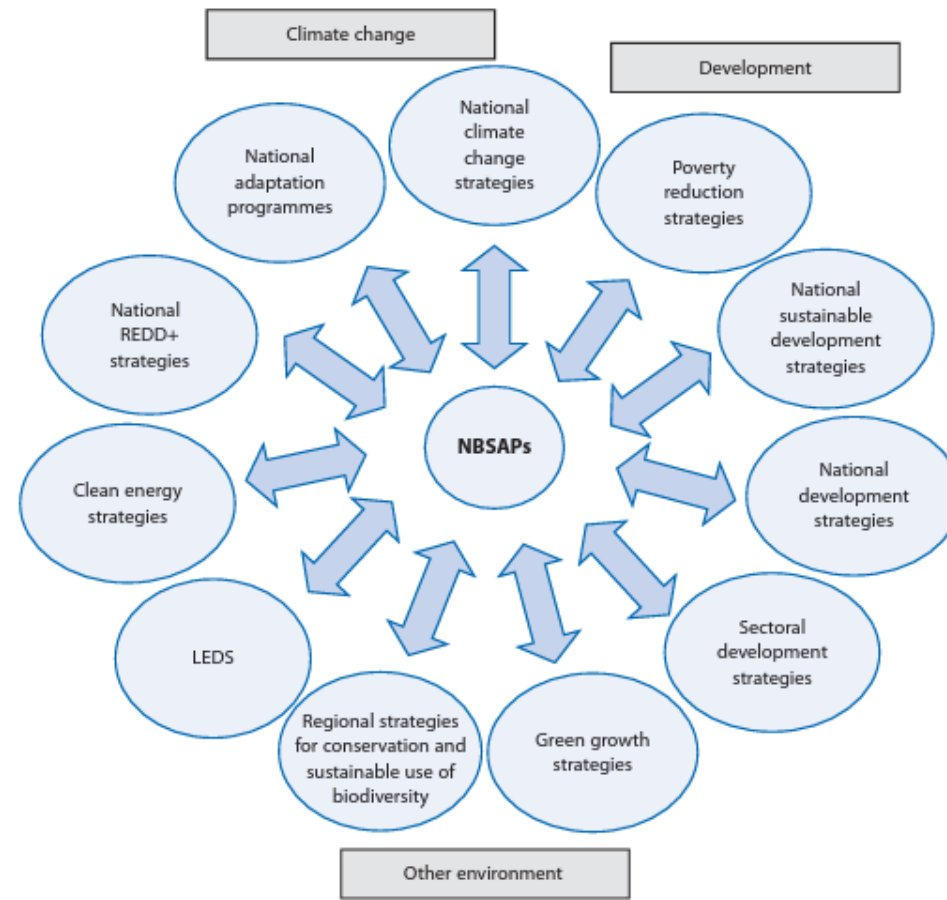
Complementary indicators:

- Agrobiodiversity Index
- Changes in soil organic carbon stocks
- Red List Index (wild relatives of domesticated animals)
- Red List Index (pollinating species)
- Proportion of local breeds classified as being at risk of extinction
- Proportion of land that is degraded over total land area

Target 14. The multiple values of biodiversity are integrated into decision-making at all levels

Ensure the full integration of biodiversity and its multiple values into policies, regulations, planning and development processes, poverty eradication strategies, strategic environmental assessments, environmental impact assessments and, as appropriate, national accounting, with and across all levels of government and across all sectors, in particular those with significant impacts on biodiversity, progressively aligning all relevant public and private activities, and fiscal and financial flows with the goals and targets of this framework

Figure 2.2. Existing strategies of relevance to NBSAPs



Target 15. Businesses assess and disclose biodiversity dependencies, impacts and risks, and reduce negative impacts

Take legal, administrative or policy measures to encourage and enable business, and in particular to ensure that large and transnational companies and financial institutions:

(a) Regularly monitor, assess and transparently disclose their risks, dependencies and impacts on biodiversity, including with requirements for all large as well as transnational companies and financial institutions along their operations, supply and value chains, and portfolios;

(b) Provide information needed to consumers to promote sustainable consumption patterns;

(c) Report on compliance with access and benefit-sharing regulations and measures, as applicable;

in order to progressively reduce negative impacts on biodiversity, increase positive impacts, reduce biodiversity-related risks to business and financial institutions, and promote actions to ensure sustainable patterns of production.



 An infographic with a background image of a fisherman in a conical hat on a boat. The text is overlaid on a green semi-transparent background.

More than
400 companies
from **53** countries | with total revenues of
\$2 trillion

Helped convince governments at COP15 to adopt requirements for all large businesses and financial institutions to assess and disclose their risks, impacts and dependencies on nature

#MakeItMandatory

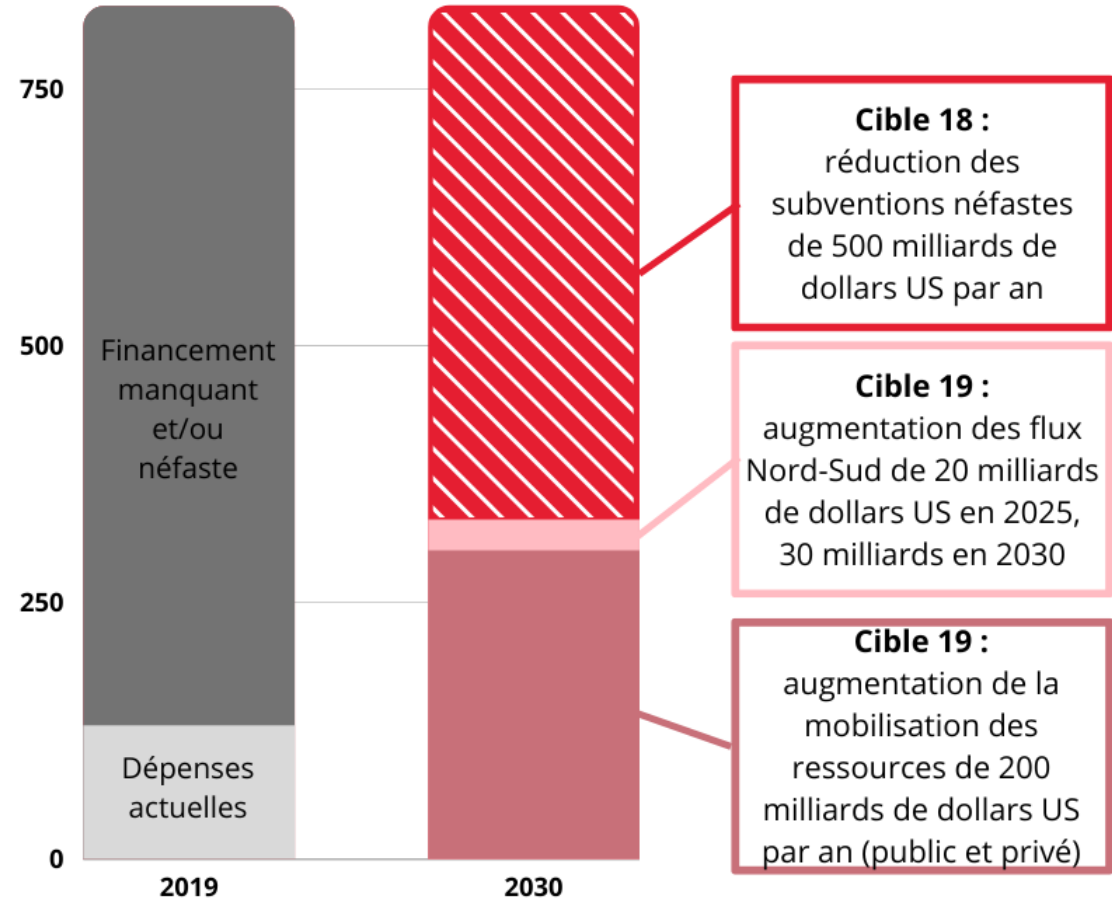
Montants (voir graphique)

Comblent l'écart de financement : 700 milliards par an – 200 milliards supplémentaires et réduction de 500 milliards de subventions et incitations néfastes

Mécanisme de financement:

- FEM
- un nouveau fonds dédié sous l'égide du FEM
- exploration d'options pour un fonds indépendant (COP16)

Elaboration de **plans de financement nationaux**



4. Et après ?
Enjeux de mise en œuvre du
cadre mondial



Et maintenant?

Pour les Etats

- Révision des Stratégies et plans d'actions nationaux pour la biodiversité d'ici la COP 16 (2024, TBA) et préparation de plans de financement associés

Pour le financement Nord-Sud

- Mise en place du fonds dédié – GBF Fund - sous le FEM – en juin 2023 (Conseil du FEM) et ratification août 2023 (Assemblée du FEM)
- Fonds : enjeux d'accès, efficacité, rôle des banques de développement, question sur les contributeurs (pays émergents?), instruments innovants...

Pour les organisations intergouvernementales et autres conventions

- Intégration des objectifs et cibles dans la programmation du travail des organisations globales, sectorielles e.g. FAO, et régionales
- Intégration des objectifs et cibles par les autres COP (COP28 par exemple) et alignement des stratégies climat-biodiversité

Pour la société civile

- Mobilisation à poursuivre (agendas de l'action non-étatique, rapports parallèles en complément des rapports des Etats, secteur privé et respect des standards de reporting extra-financier, etc...)

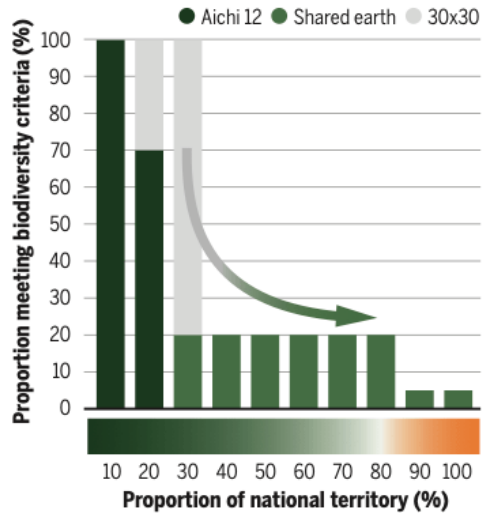


Déjà des premières étapes vers la mise en œuvre en 2023 :

- Publication des Stratégies Biodiversité de la France, de l'Espagne (janvier), Japon (juillet), Hongrie (août)
- Publication des recommandations de la Task-Force on Nature-Related Financial Disclosure (TNFD) sur la promulgation des impacts et dépendances, risques et opportunités liées à la biodiversité, des investissements et du secteur privé (septembre) – de nouvelles normes en devenir ?
- Adoption du rapport « Espèces Invasives » de l'IPBES (septembre)
- Lancement en cours des accélérateurs de mise en œuvre (High Ambition Coalition 2.0. et NBSAP Accelerator Partnership)



Shared earth and ocean framework



Source: Obura, et al. (2021)

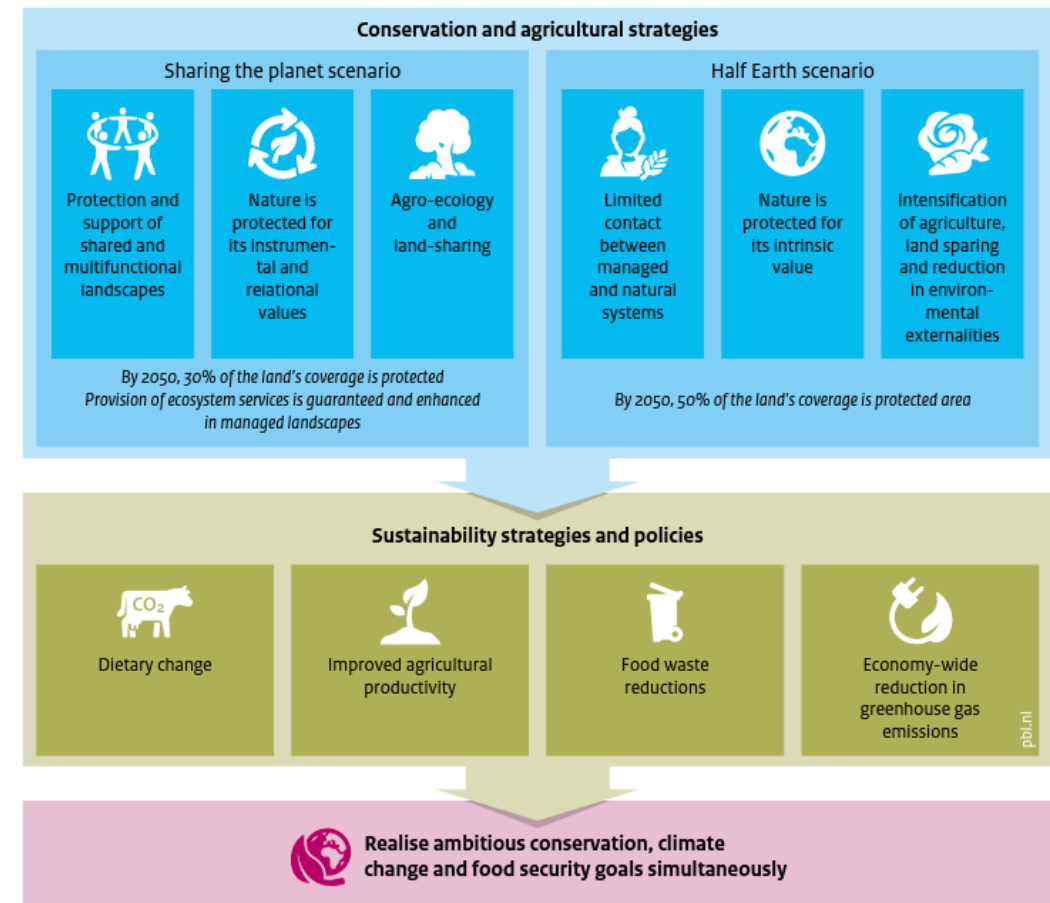
Collaborer avec les autorités locales et nationales et les parties prenantes pour :

- **Synchroniser** les transformations positives pour la nature avec les transformations macro-économiques et structurelles, et les **mettre en cohérence** avec les trajectoires sobres en carbone et résilientes au changement climatique
- **Penser au-delà de 2030**: soutenir la définition de leurs propres trajectoires et scénarios favorables à la nature pour concilier sécurité alimentaire, objectifs climat, etc.

Le GBF : ce n'est que le début !

- Les actions transformatrices peuvent être perçues comme une menace – d'où la nécessité d'intégrer les enjeux socio-économiques locaux dans la formulation des stratégies nationales
- La mise en œuvre du GBF nécessite de s'attaquer aux causes directes (objectifs du cadre mondial), mais la réalisation des voies transformatrices et positives à long-terme pour la nature nécessite de s'attaquer aux causes indirectes de perte de biodiversité

Conservation, agriculture and sustainability strategies to inspire nature-positive pathways



Source: PBL

Merci pour votre attention

sebastien.treyer@iddri.org
juliette.landry@iddri.org